



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE**



SM le Roi adresse un message aux participants aux réunions annuelles conjointes des institutions financières arabes

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message aux participants aux réunions annuelles conjointes des institutions financières arabes, dont les travaux se sont ouverts samedi à Rabat.

Voici le texte intégral du Message Royal dont lecture a été donnée par le Chef du Gouvernement, Aziz Akhannouch.

"Louange à Dieu, Prière et Salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Il Nous plaît avant tout de souhaiter la bienvenue aux honorables hôtes du Maroc, leurs Excellences les chefs et les membres des délégations qui participent aux réunions annuelles conjointes des instances financières arabes comptant pour l'année 2023. Notre pays qui a aujourd'hui le privilège d'accueillir ces Assises pour la sixième fois, confirme l'intérêt tout particulier qu'il attache à l'Action arabe conjointe.

C'est, donc, une joie pour Nous d'adresser ce Message aux participants à ces réunions placées sous Notre Haut Patronage. Il nous donne, en effet, l'occasion de témoigner Notre considération aux institutions financières arabes pour leur rôle pionnier dans le soutien apporté à la dynamique de développement économique et social des pays arabes.

La rencontre annuelle de nos institutions financières arabes est un rendez-vous essentiel qui permet de dresser le bilan de ce qui a été accompli et de saluer leur apport méritoire à l'effort général de développement. Elle offre également l'occasion d'identifier les enjeux futurs de développement dans un monde en rapide mutation et d'échanger autour des moyens susceptibles d'aider les pays arabes à cerner ces enjeux.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Cette année, les instances financières arabes tiennent leurs réunions conjointes à un moment où l'économie mondiale s'inscrit dans un contexte flou et d'autant plus générateur d'incertitude que les effets de la crise ukrainienne et des tensions géopolitiques internationales se font encore sentir. De fait, les pressions inflationnistes poursuivent leur courbe ascendante; les conditions de crédit se durcissent toujours plus; les risques liés aux crises bancaires s'accroissent davantage et les changements climatiques, en constante accélération, suscitent une inquiétude grandissante et compromettent les perspectives de croissance économique et de stabilité des marchés à l'échelle mondiale.

Face à ces évolutions rapides et aux risques qu'elles induisent à moyen et long terme pour la sécurité énergétique et alimentaire, nous sommes vivement appelés à mutualiser les efforts communs de

développement, à mettre à jour les stratégies et les programmes y afférents, afin qu'ils répondent, de façon appropriée, aux aspirations et aux besoins des populations arabes en général et de la jeunesse en particulier.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Les instances financières arabes se sont largement mobilisées pour assister les Etats membres touchés successivement par les effets combinés de la pandémie Covid-19 et de la crise ukrainienne. C'est ainsi que des programmes et des initiatives ont été lancés dans le but précis de favoriser la relance économique, d'assurer la poursuite des réformes structurelles et de préserver les équilibres économiques.

Ces efforts, bien que louables, n'ont pas suffi à couvrir l'ensemble des besoins de financement, eu égard à l'ampleur des défis auxquels nos pays arabes font face dans leur quête d'un développement durable et global, et en raison de l'enchaînement de plusieurs crises mondiales.

S'il y a une leçon de premier ordre à tirer de la crise qui sévit depuis 2020, c'est bien l'impérieuse nécessité qui s'impose aux organisations arabes de développement de renforcer leur capacité d'anticipation face aux mutations régionales et internationales. Il leur appartient également de poursuivre leur soutien aux efforts de développement dans la région arabe, en mettant en place des modèles de développement modernes qui assurent la résilience et la mise à niveau des économies, de manière à rendre possible leur insertion effective dans les chaînes de valeur régionales et internationales.

En accompagnant les Etats membres dans leurs efforts de développement, les instances financières arabes sont appelées à

renforcer les mécanismes de complémentarité et d'intégration entre eux. Pour ce faire, elles doivent encourager, à l'échelle de la région arabe, l'éclosion de chaînes de valeur qui tiennent compte des avantages comparatifs, des richesses naturelles et des ressources humaines dont regorgent nos pays.

Il faut aussi garder à l'esprit les enseignements tirés des dernières crises qui ont contrarié les aspirations légitimes des peuples arabes en termes de développement durable. Il importe donc de réfléchir à des dispositifs permettant d'anticiper l'apparition d'éventuels écueils au développement escompté.

Dans le cadre de leur action de développement, les instances financières arabes doivent se fixer, comme priorité majeure, la nécessaire adaptation anticipée aux changements climatiques qui affectent le monde en général, et notre région arabe en particulier. Pour cela, elles sont appelées à fournir des financements préférentiels au profit de projets susceptibles de renforcer la transition vers une économie verte et durable, à appuyer la Recherche et à favoriser l'échange d'expertises et la mobilisation des capacités disponibles dans ce domaine.

A cet égard, soulignons que les instances financières arabes assurent une mission d'accompagnement auprès de leurs Etats membres dans les efforts qu'ils déploient afin de préserver la sécurité climatique et de poser les jalons d'une économie verte. Pour y parvenir, elles doivent soutenir les pays arabes au sein des organismes internationaux chargés des questions de développement, leur permettant ainsi de trouver l'équilibre souhaité entre le renforcement de leurs capacités de financement et la limitation de leurs contributions aux émissions des gaz responsables du changement climatique. Ces instances sont également appelées à engager des démarches de médiation pour inciter la communauté internationale à tenir les promesses de financement faites dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat.

A ce propos, il convient de souligner le recoupement manifeste des questions de sécurité climatique et de sécurité alimentaire, notamment concernant le soutien à apporter aux efforts des pays arabes en matière de sécurité hydrique. Pour améliorer l'intégration agricole arabe, il est donc nécessaire d'adopter une feuille de route conciliant les contraintes actuelles et les aspirations à l'autosuffisance alimentaire dans le monde arabe.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Intimement convaincu que les financements concessionnels constituent un levier essentiel du processus de développement, Nous considérons que la diversification et la consolidation de leur flux entre les pays arabes et en interne sont une condition sine qua non pour gagner la bataille du développement durable dans le monde arabe.

Ainsi, le rôle qui incombe aux instances financières arabes dans ce domaine revêt une importance particulière. En effet, elles doivent soutenir les financements concessionnels et assurer leur captation, mettre en œuvre les mécanismes d'appui aux projets stratégiques, ou encore appuyer les entreprises arabes, plus particulièrement celles qui s'attachent à renforcer leurs capacités aux niveaux régional et international. Leur mission consiste aussi à renforcer l'intégration des chaînes de valeur arabes.

Au premier rang de ces financements qualitatifs recherchés, figurent ceux alloués à la généralisation de la protection sociale et à la mise à niveau de l'enseignement et de la formation professionnelle. L'intérêt de ces financements tient au fait que ces deux filières concourent directement à sauvegarder le capital humain et à rehausser sa qualité et impactent les différents secteurs sociaux et économiques. Outre une nécessaire mise en adéquation de l'enseignement et de la

formation professionnelle avec les besoins du marché de l'emploi, l'accent doit être mis sur une implication agissante du secteur privé et de tous les intervenants dans ce domaine.

L'effort de financement des projets de mise à niveau des infrastructures et de ceux dédiés au renforcement de l'intégration économique doit être maintenu. Il y a aussi intérêt à ce que soit poursuivie l'action visant à raffermir les liens de coopération en matière de développement entre les pays arabes et entre ces derniers et les pays africains. A cet égard, une attention particulière doit être accordée au développement des interconnexions énergétiques et des liaisons terrestres, ferroviaires et maritimes. Nous attendons aussi plus d'efforts de la part de nos instances financières arabes concernant l'accompagnement des stratégies de transformation numérique.

Nous estimons que cette filière est l'un des secteurs prometteurs, susceptibles de réduire les disparités spatiales et de renforcer l'insertion socio-économique des jeunes, notamment en milieu rural.

Par ailleurs, vous n'ignorez pas le rôle-clé et multidimensionnel qui échoit au secteur privé dans le processus de développement. Partenaire fiable dans la consolidation des modèles de développement des pays arabes, il doit être incité à faire preuve d'un engagement plus fort et plus responsable.

En outre, fournisseur de savoir-faire et créateur d'emplois, ce secteur tient un rôle de premier plan dans l'action menée à l'échelle de la région arabe pour relever les défis de développement liés à la sécurité alimentaire, à l'enseignement et à la santé. Aussi, Nous invitons les instances financières arabes à accorder un intérêt particulier à l'entrepreneuriat, plus particulièrement aux moyennes, petites et très petites entreprises, à appuyer l'inclusion financière et à renforcer la compétitivité.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Le Maroc, fier de son appartenance arabe, islamique et africaine, tient fermement à mettre à la disposition des pays frères et amis son capital humain et à échanger avec eux les savoir-faire qu'il compte à son actif dans divers domaines. C'est ainsi que nous renforcerons nos capacités communes de développement car, Nous en sommes convaincu, notre essor et notre prospérité ne peuvent être conçus séparément de nos frères arabes et africains.

De fait, le Royaume du Maroc s'est engagé dans de nombreux projets qui visent à renforcer l'intégration économique arabe et africaine, à l'instar du projet de gazoduc Maroc-Nigeria. De fait, ce projet stratégique, en faveur de la paix et du développement commun, ambitionne de consolider la sécurité énergétique aux niveaux continental et international.

C'est l'occasion pour Nous de saluer le soutien des institutions financières, régionales et internationales, qui ont accompagné le financement des études de ce projet prometteur et qui ont manifesté leur disposition à appuyer la mise en chantier de ce projet continental structurant.

Pour conclure, Nous tenons à exprimer Nos vifs remerciements aux institutions financières arabes qui soutiennent la dynamique de développement socio-économique au Royaume du Maroc, que ce soit par leur contribution constante au financement de ses projets de développement et d'investissement, ou par l'assistance technique qu'elles lui fournissent dans divers domaines.

Nous saluons également les efforts déployés par ces institutions pour

apporter un soutien financier à nos frères palestiniens et Nous appelons à la poursuite de l'accompagnement des projets qui appuient la dynamique de développement et l'action de résistance en Palestine.

Nous vous souhaitons de nouveau la bienvenue dans votre deuxième pays, le Royaume du Maroc, et Nous implorons le Très-Haut de couronner vos travaux de succès. "Et dis : "Ouvrez, car Allah va voir votre oeuvre, de même que Son messager et les croyants". Véridique est la parole de Dieu.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh".

MAP: 29/01/2023